

## Introduction

Antoine Ayoub et Gérard Gaudet

Volume 53, numéro 4, octobre–décembre 1977

L'économique des ressources naturelles

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800745ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800745ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Ayoub, A. & Gaudet, G. (1977). Introduction. *L'Actualité économique*, 53(4), 507–509. <https://doi.org/10.7202/800745ar>

## INTRODUCTION

Jusqu'au début des années 70, l'étude du secteur des ressources naturelles ne semblait pas attirer particulièrement les économistes. Les articles pionniers de L.C. Gray (1914) et de H. Hotelling (1931) n'ont pas, en effet, suscité à l'époque l'intérêt qu'ils méritaient. Certes, le facteur ressources naturelles a remonté à la surface à l'occasion du débat ouvert par le fameux « paradoxe de Leontief ». Mais ce n'était là qu'une parenthèse vite refermée. De telle sorte que la littérature sur les ressources naturelles était composée, jusqu'à tout dernièrement, ou bien de monographies (le cas du charbon et du pétrole) ou alors d'études plutôt technologiques émanant, dans la majorité des cas, des économistes miniers cherchant à proposer des solutions à tel ou tel problème d'économie appliquée.

Il aura fallu la conjonction de trois événements pour déclencher, chez les économistes théoriciens, un intérêt soutenu pour l'étude systématique de l'économie des ressources naturelles. Ces trois événements sont, par ordre d'importance sinon par ordre chronologique, les suivants.

Tout d'abord, la « crise » pétrolière de 1973-74 et le vent de panique qu'elle a soulevé chez les gouvernements des pays importateurs ont incité ceux-ci à vouloir d'abord comprendre les tenants et les aboutissants d'un secteur aussi complexe que l'énergie avant de dessiner des politiques énergétiques pouvant hypothéquer le libre choix des générations futures. Cette volonté de comprendre et ce souci de l'avenir ont déclenché un mouvement étourdissant de recherches et de publications dans un temps relativement très court.

Le second facteur qui a remis l'étude des ressources naturelles à l'honneur est, sans conteste, la publication du premier rapport du Club de Rome (1972) sur les limites à la croissance. En effet, la thèse voulant que la croissance économique se heurte, tôt ou tard, à la fixité et à l'épuisement des ressources n'a pas été sans entraîner un débat, parfois houleux, entre ses défenseurs et les économistes attachés à l'idée que le progrès technique, d'une part, et l'arbitrage du marché, d'autre part, sauront bien venir à bout de ce fameux « seuil ou limite » à la croissance comme ils l'ont déjà fait tout au long de l'histoire.

Le troisième et dernier facteur qu'il faut noter est l'émergence, dans la plupart des pays industrialisés, d'une nouvelle « sensibilité », partagée par des couches de plus en plus étendues, pour tout ce qui touche à l'environnement, à l'écologie, à la conservation des ressources, bref à la qualité de la vie. Ce mouvement non seulement n'est plus marginal, mais a acquis une puissance avec laquelle tout « décideur », public ou privé, doit désormais compter.

Il faut bien souligner, enfin, que ces trois facteurs ont agi dans une situation économique caractérisée par l'extension du pouvoir technologique et financier des firmes transnationales, par le gonflement du rôle de l'Etat et par le problème chronique du sous-développement des pays du Tiers-Monde « producteurs », dans leur grande majorité, de matières premières d'origine minérale ou agricole.

\* \* \*

Cet engouement envers l'étude et l'analyse des problèmes économiques de la production et de la consommation des ressources naturelles a donné naissance à une véritable explosion au niveau de la production scientifique. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir la bibliographie de l'article de Peterson & Fischer dans ce numéro. On remarquera, aussi, que la presque totalité de ces études sont en langue anglaise. A notre connaissance, aucun ouvrage ou article intégratif n'a paru en français sur le sujet.

C'est pour contribuer à combler un tel vide que le Groupe de recherche en économie de l'énergie (GREEN) de l'Université Laval avait proposé à *L'Actualité Economique* d'être le maître d'œuvre de ce numéro spécial consacré à *L'Economie des ressources naturelles*.

Ce projet répondait, par ailleurs, à l'évolution de notre propre démarche scientifique en tant que groupe de recherche. En effet, au fur et à mesure que nos travaux sur l'économie pétrolière avançaient, nous étions de plus en plus convaincus que le secteur pétrolier ne pouvait faire l'objet d'une recherche systématique et approfondie en dehors de l'ensemble des ressources énergétiques, d'une part, et à l'écart de la théorie économique des ressources naturelles, d'autre part.

La progression de nos recherches selon trois étapes (pétrole, énergie et, enfin, ressources naturelles) nous a directement conduit à nous interroger sur la réalité économique québécoise, qui se fonde principalement sur les deux secteurs de l'énergie hydro-électrique et des ressources naturelles.

Nous en sommes donc venus tout naturellement à vouloir orienter nos recherches futures vers un plus grand approfondissement de l'analyse du secteur énergétique et vers une nouvelle ouverture à l'endroit des ressources naturelles en général. L'étude de ces deux secteurs et de leurs

interactions devra se faire, selon nous, par référence aux effets qu'ils peuvent exercer sur le développement économique et en tenant grandement compte des contraintes que représentent les relations internationales.

\* \* \*

Ce numéro spécial tente autant que possible de refléter la philosophie que l'on vient de résumer. Sans être exhaustif, il touche quand même à plusieurs thèmes importants dans ce domaine. Ainsi, après une synthèse fouillée de presque toute la littérature théorique existante à ce jour (Peterson et Fisher), un article plus spécifique analyse le problème de l'incertitude dans l'exploration minière, qui est par définition une activité aléatoire (Ph. Crabbé). Un troisième article (J. McRae) tente de vérifier empiriquement l'hypothèse de l'instabilité des prix des ressources non renouvelables. De son côté, J. Girod pose le problème méthodologique du calcul de la consommation de l'énergie utile dans le cadre de la substitution énergétique.

Les trois derniers articles sont plus axés sur les problèmes de politique économique. Celui de G. Gaudet traite du problème de la taxation des ressources non renouvelables dans le contexte d'une récupération optimale de la rente minière par l'Etat. J.T. Bernard introduit l'analyse de l'intégration verticale, phénomène fréquent dans l'industrie minière, et tente de dégager quelques conclusions au niveau de la transformation locale des minerais. Finalement, A. Ayoub ajoute la dimension internationale à l'analyse en comparant les politiques économiques possibles des producteurs de technologie et celles des producteurs de matières premières en prenant soin de replacer l'exemple du pétrole dans ce cadre plus général.

Antoine AYOUB  
et  
Gérard GAUDET,  
*Université Laval.*